

## 1. QUESTIONS DE STRATEGIE

Un pouvoir populaire en France ne pourra s'établir durablement qu'au prix de combats armés pour briser la réaction des vieilles classes exploiteuses : cette certitude nous vient de l'expérience de tous les mouvements populaires antérieurs, en France et dans les autres pays ; et, tout le monde l'a dit et répété, l'exemple du Chili, c'est à dire pas seulement ce qui s'est passé au Chili, mais aussi les murmures d'approbation par lesquels la bourgeoisie française a accueilli les massacres.

Cette certitude, elle nous vient aussi de l'analyse de l'évolution des contradictions dans la France d'aujourd'hui : les progrès de la révolution suscitent le durcissement de la contre-révolution. Et on est forcé de constater, même en dehors de tout parti pris théorique, qu'en dernière analyse l'imagination ne peut éternellement berner la force ; le monde réel n'est pas tout à fait celui de la fable, et il y a des situations où la poésie ne trouve plus son compte. De coup dans l'Etat en coup dans l'Etat se perfectionne un Etat de dictature ouverte, quartier général d'une guerre civile que, comme d'habitude, et comme c'est normal, la bourgeoisie prépare beaucoup plus froidement que les masses populaires.

Mais d'où peut nous venir la certitude, maintes fois affirmée, que ces combats armés ne prendront pas la forme d'une insurrection dirigée contre le pouvoir d'Etat central ? Pour le dire positivement, quelles raisons y a-t-il de penser que la guerre entre la nouvelle démocratie et le nouveau fascisme prendra des formes prolongées et dispersées ?

### 1. La stratégie de la lutte armée peut-elle résulter de considérations purement militaire ?

On ne peut évidemment s'en satisfaire : mobilité, effet de surprise, opérations tactiques - "à 10 contre 1", absence de lignes stables, refus des batailles rangées, sont certes des caractéristiques obligées d'une guerre de pauvres contre des forces armées puissantes ; et ces caractéristiques font que la guerre des pauvres est nécessairement dispersée pendant longtemps, et prolongée.

Mais on ne peut réfléchir à une guerre populaire au moyen des seules notions militaires car il se trouve que les masses ne manoeuvrent pas spontanément en fonction de raisons militaires. S'attacher uniquement aux problèmes de stratégie

et de tactique militaires, c'est donc faire oeuvre assez creuse et supposer le problème fondamental résolu : ce problème qui n'est pas encore de savoir comment se battre, mais bien de savoir comment les gens en viendront à se battre.

Qu'est-ce qui pousse les gens à cette rupture radicale, définitive, avec la vieille société, la prise des armes ? Voilà la première question que doit se poser toute théorie militaire, car elle commande absolument toutes les autres. On n'y répond pas en disant simplement, et même en démontrant, que "c'est inévitable" ; Guévara, après beaucoup d'autres, était convaincu de la nécessité de la lutte armée contre les classes exploiteuses, et ses raisons étaient parfaitement "scientifiques" : il est pourtant mort, vaincu après beaucoup d'autres, de n'avoir pas résolu la question : qu'est-ce qui pousse le peuple à prendre les armes ?

### 2. La lutte armée naît-elle pas simple réaction ?

On apporte déjà un peu plus en disant que, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, c'est l'ennemi qui se chargera de faire lui-même l'éducation des gens, que ce sont les actes de guerre commis par l'ennemi qui produiront, par réaction, les premiers actes de guerre du peuple. Ceci est vrai, mais beaucoup trop vague. Si l'on en restait simplement à cette réponse, et même en ne tenant pour actes de guerre que les seuls meurtres, on pourrait alors s'étonner que la contre-guerre, la guerre du peuple, n'ait pas commencé, puisque les classes possédantes ont déjà commis de nombreux crimes. Et en effet, il se trouve des militants ou des gens pour s'étonner que, une petite partie des forces ennemies faisant déjà usage des armes, il n'y ait pas aussi une petite partie des forces populaires qui réponde de la même manière ; et ces gens ont au moins une certaine logique avec eux : si la lutte armée doit naître par simple réaction, comme le crime appelle le châtimeur, et si elle n'a pas encore débuté, alors c'est qu'il y a temporisation, hésitation à franchir le pas.

C'est pourquoi généralement on ajoute la thèse suivante : "il faudra de toutes façons attendre que la majorité du peuple soit convaincue de la nécessité de prendre les armes ; or, comme à l'heure actuelle elle ne l'est pas, etc." Cette thèse est tout simplement fautive ; penser que, avant que se développe le moindre acte de guerre populaire, il peut y avoir une majorité, ou, variante sans intérêt, une "forte proportion" de la population qui aspire à la guerre contre les

classes exploiteuses, c'est penser un ensemble de choses absurdes, de quelque manière qu'on les tourne. Penser quelques millions de Français convaincus de la nécessité de prendre les armes, et ne les prenant pas, c'est penser une prodigieuse énergie révolutionnaire suspendue, arrêtée, en équilibre instable ; c'est donc soit ne rien penser du tout, soit penser aussi une force de roulement, de contrainte des esprits et des actes, qui fasse barrage et empêche la vague de déferler ; en d'autres termes, c'est penser un parti état-major d'un combat, dont il est le seul à connaître les secrets, multipliant les appels au calme et à la patience et contraignant à observer la trêve jusqu'au moment choisi par lui où il sera enfin "juste" d'ouvrir les vannes et de laisser libre cours à l'initiative des masses ; c'est à dire qu'un tel schéma n'est de toutes façons pas pensable sans un rapport autoritaire parti/masses, fondé sur une hiérarchie qui oppose le savoir synthétique du parti au savoir divisé des masses, la volonté consciente, "scientifique", du parti, à la volonté éparse, "spontanée", des masses ; or, nous pensons qu'un tel parti n'est plus possible et surtout pas souhaitable, que l'intelligence des masses, y compris militaire, ne se laisse pas normaliser, réduire dans celle d'un quelconque comité central.

En outre, sur quoi pourrait bien reposer cette volonté contenue de millions de Français à prendre les armes ? Nécessairement sur des milliers et des milliers d'agressions de l'ennemi ; autant dire que la pseudo-théorie "il ne faudra prendre les armes que lorsque la majorité y sera décidée" revient en fait à laisser une initiative totale au fascisme, et risque fort de se terminer dans les camps de détention ; car on constate généralement, c'est un principe politico-militaire reconnu de longue date, que celui qui prend l'initiative s'assure de bonnes chances de la conserver jusqu'au bout ; toutes les expériences historiques prouvent que ceux qui, de bonne ou de mauvaise foi, par aveuglement ou par peur, ont laissé le fascisme marquer des points sans répliquer pendant une longue durée, n'ont jamais pu par la suite reconquérir l'initiative, parce qu'une forte quantité de victoires militaires du fascisme, donc des défaites populaires, ne produit pas la qualité de la révolte, mais la qualité du découragement et du renoncement.

Les deux faits sont liés, prééminence du parti et attentisme devant les initiatives fascistes ; l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle ne manque pas d'exemples de partis, prétendument investis de la mission de "choisir le meilleur moment" pour le déclenchement de la lutte armée, et reculant à l'échec jusqu'au jour où le fascisme s'est consolidé et aguerri, où les masses sont découragées par les défaites subies, et où une "avant-garde armée" fait

- éventuellement, ça n'a de toutes façons plus d'importance - le baroud d'honneur, dernier acte de la tragédie. Le lien entre les deux faits s'exprime ainsi pour un maoïste : l'intelligence militaire des masses est nécessairement supérieure à celle du parti ; c'est donc des masses elles-mêmes, du développement réel de la lutte de classe réelle, et non de son reflet déformé dans le parti, que doit venir la lutte armée, son début, ses formes, ses principales étapes.

### 3. La lutte armée : défense des pouvoirs populaires

Alors, quel événement de la lutte de classes réelle produit le changement radical de la lutte armée ? Bien sûr, il n'y a pas de règle absolue. Mais nous pensons que la thèse essentielle est celle-ci : en règle générale les gens ne prennent pas les armes "pour abattre le pouvoir d'Etat central", mais "pour défendre le pouvoir qu'ils ont conquis". Il n'y a pas besoin d'être une forte tête en dialectique pour voir qu'il s'agit en fin de compte, de la même chose : défendre un pouvoir populaire, c'est bien évidemment attaquer le pouvoir d'Etat central, le pouvoir des classes exploiteuses ; défendre Lip, c'est attaquer l'Etat de Pompidou. De même que, dans la science militaire, la défense et l'attaque sont, en fin de compte, la même chose, puisqu'elles visent toutes deux la destruction des forces de l'adversaire : on se défend pour attaquer ; il n'empêche qu'il y a de profondes différences entre une stratégie reposant sur la défensive stratégique et une stratégie reposant sur l'offensive stratégique : ni le type d'armée, ni le type et la durée de la guerre, ne sont les mêmes ; eh ! bien, une révolution qui vise à prendre le pouvoir d'Etat central et une révolution qui vise à établir et à défendre des pouvoirs populaires ne sont pas non plus semblable.

Les gens sont ainsi faits qu'ils se battent plus volontiers, si l'on peut dire, pour défendre quelque chose qu'ils ont acquis, qu'ils ont construit, que par conviction théorique sur le rôle de la violence dans l'histoire. Che Guevara se battait pour montrer aux paysans latino-américains que la guerre révolutionnaire était possible : mais, qu'elle soit possible, personne n'en doute ; ce dont beaucoup de gens doutent, c'est qu'elle soit nécessaire ; et jamais aucun discours théorique, aucune "propagande" ne les en convaincra, parce qu'aucun livre ne peut convaincre d'aller risquer sa vie ; et même la misère la plus noire ne convainc pas forcément que la guerre est la seule issue, comme le prouvent de nombreux exemples, et en particulier celui de Guevara mourant trahi par des

paysans misérables. C'est qui convainc de la nécessité de se battre, c'est de changer sa vie, et de constater que cette vie nouvelle est attaquée par la force ; en d'autres termes, c'est de conquérir un pouvoir, et de le voir combattu par les armes ennemies ; la violence populaire est nécessairement fondamentalement défensive ; mais pas dans le sens banalisé "répondre à la violence par la violence" ; dans le sens plus plein : opposer un pouvoir populaire au pouvoir réactionnaire, et le défendre contre les assauts inévitables. La révolution chinoise s'est faite ainsi : création de zone libérées, c'est à dire d'un pouvoir rouge, et défense de ce pouvoir contre les campagnes successives d'améantissement. Et même la révolution russe d'Octobre 1917 s'est faite "pour défendre les Soviets", c'est à dire le contre-pouvoir populaire coexistant depuis février 1917 avec le pouvoir du gouvernement provisoire.

"D'où naîtra la lutte armée" - ? "De la défense des pouvoirs populaires". Voilà à notre avis la question principale et la thèse fondamentale de toute théorie militaire en France. C'est cette réponse, cette thèse là, et rien d'autre, qui autorise, et oblige à penser l'affrontement armé entre le peuple et ses ennemis sous la forme d'une guerre civile prolongée et dispersée ; en effet cela veut dire que c'est le rythme de la création et de l'évolution des pouvoirs populaires qui fixera le rythme de la lutte armée, auto-défense de ces pouvoirs. Or ces pouvoirs ne se conquerront pas de manière centrale, mais de manière décentralisée, dispersée ; la conquête des pouvoirs, ça n'est pas la prise des centres nerveux de l'ennemi, ministères, casernes, etc. ; ça n'est donc pas une opération qui se joue dans un lieu unique et central ; cela consiste au contraire à établir du pouvoir démocratique dans les lieux de production, d'étude, d'habitation, de loisirs, etc, et cela signifie donc que les lieux de naissance et de développement de la lutte armée, logique extrême de la conquête des pouvoirs, pourront être une usine, une école, une cité, ou même un causse, ou peut être des lieux encore beaucoup plus "étranges", mais sûrement pas une position des forces armées ennemies que l'on chercherait à enlever.

Or cette conquête des pouvoirs se fera aussi nécessairement dans une durée assez longue. Elle ne se fera pas selon une "conspiration" réglée à l'avance dans le secret d'un état-major. Qu'est-ce qui fixe le temps de passage de Mai 68 à Lip 73, de la République étudiante de la Sorbonne à la République ouvrière de Palente ? Pas une conspiration, bien sûr, tous ceux qui l'aurait souhaité ont eu le temps de s'en convaincre. C'est ainsi, 5 ans ont été nécessaires pour que l'ébranlement parti de la Sorbonne se propage à

travers tout le corps social par l'intermédiaire d'immenses et parfois "surprenantes" médiations, jusqu'à ce lieu "étrange", imprévisible : Besançon. On peut penser, et espérer, et démontrer, que le rythme, la vitesse de propagation des pouvoirs populaires, va aller, dans l'ensemble, en s'accroissant ; nous n'avons encore vu que le prélude ; mais il n'en reste pas moins vrai que la multiplication des pouvoirs populaires, la "révolutionnarisation" des couches différentes qui composent le peuple, c'est à dire la création par ces couches différentes de contre-pouvoirs opposés aux pouvoirs spécifiques dont elles sont victimes, l'extension des contre-pouvoirs à tous les domaines de la vie sociale, se feront nécessairement selon un processus relativement prolongé, et non sous les formes d'une explosion brève.

### 4. Des "régions libérées" en quelque sorte

Comment le pouvoir rouge peut-il exister en France ? Certainement pas sous la forme de régions libérées, à quoi s'oppose aussi bien la géographie que les caractéristiques du pouvoir blanc que nous avons à combattre, centralisé et tenant dans sa toile d'araignée autoritaire toute la société et tout le territoire. Il reste que la signification profonde de ce que Mao dégageait en 1928 dans "Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine" demeure vraie en France. Que le ressort profond de la révolution soit la destruction de pouvoirs populaires au sein du pouvoir des classes exploiteuses, cela demeure vrai ; et cela s'oppose à la vérité reçue, et reçue par nombre de révolutionnaires, y compris par les mao dans leurs pires moments, selon laquelle aucune transformation fondamentale n'est possible tant qu'on n'a pas le pouvoir d'Etat central. Que la motivation profonde de la guerre populaire soit la défense des pouvoirs conquis, cela demeure vrai, et cela contredit la vérité reçue, et mécaniquement déduite de telle ou telle citation, selon laquelle "il faut détruire avant de construire". Que le pouvoir populaire ne se construit pas là où le pouvoir ennemi, à sa place, mais ailleurs, et en marge de lui, et que cette marge doit croître jusqu'à étouffer le prétendu "centre", voilà ce qui, de la théorie de "l'encercllement des villes par les campagnes", demeure profondément vrai en France, et contredit l'idée reçue selon laquelle une révolution doit d'abord s'emparer de la capitale, et même plus précisément des centres nerveux de la capitale.

Bref, l'in vraisemblable "folie" des drapeaux rouges flottant sur les monts Tsingking, loin des centres industriels et politiques de la Chine, entourés par une marée de soldats gouvernementaux

et de seigneurs de guerre, c'est, en France, la folie de "Républiques libérées en quelque sorte", comme Lip, n'ayant pas la même réalité territoriale que les bases rouges de la révolution chinoise (1), mais jouant la même fonction de bombe à retardement contre le pouvoir central, dont elles annoncent la fin, et dans la conscience du peuple, qu'elles invitent à prendre le pouvoir, et à apprendre un pouvoir nouveau, et à le défendre. Une France mouchetée de Républiques libérées, aussitôt envahies, sans cesse menacées et réduites, mais produisant, par leur fin même, les formes supérieures du pouvoir populaire, celle de groupes armés d'auto-défense : voilà ce qu'on peut voir à l'horizon de Lip.

##### 5. Deux théories de la révolution et de la guerre révolutionnaire

En fin de compte il faut opposer absolument, et dans chacun de leurs termes, deux logiques, deux théories de la révolution et donc aussi de la guerre révolutionnaire.

La première fixe comme objectif à la révolution la conquête du pouvoir d'Etat central ; la forme militaire qui correspond à cet objectif est l'insurrection, c'est à dire un coup de force qui prend par surprise les défenses adverses et s'empare en quelques heures ou quelques jours des centres névralgiques du pouvoir ; à la question fondamentale : "D'où provient la lutte armée" ? Il ne peut être répondu que : de l'exemple ; c'est à dire que l'insurrection suppose l'existence d'un parti et d'une fraction armée de ce parti fonctionnant comme état-major et avant-garde armée, chargés de prendre et de faire la décision, c'est à dire entretenant un rapport de prééminence et d'autorité avec les masses ; enfin, la conséquence politique d'un tel schéma révolutionnaire est nécessairement la construction d'un Etat plus centralisé et plus puissant encore que celui qu'on vient d'abattre, puisque tout le pouvoir populaire se trouvant concentré dans un appareil d'Etat, il faut donner à celui-ci des moyens démesurés pour résister au retour en force des classes exploiteuses. Ajoutons, pour être fidèles à la vérité historique, que la conséquence encore plus probable de ce schéma, c'est le peloton d'exécution et le cimetière, car sa réussite repose sur un concours de circonstances tellement hasardeuses qu'on n'en connaît guère d'exemples.

La seconde logique fixe comme objectif à la révolution la multiplication de pouvoirs populaires dans tous les secteurs de la vie sociale ; il s'agit en quelque sorte de conquérir le pouvoir non "par en haut", mais "par en bas", de construire une France démocratique non en

prenant le "centre" par surprise, mais en la transformant progressivement dans toute son étendue pour faire, en fin de compte, définitivement tomber le centre ; la forme militaire qui correspond à cet objectif est une guérilla prolongée et dispersée ; en effet, à la question "d'où provient la lutte armée", il est répondu : du choc entre le pouvoir des classes exploiteuses et les pouvoirs populaires, de la défense des pouvoirs populaires contre les agressions de l'Etat ; le rôle du parti, dans ce schéma n'est plus du tout le même : il n'est plus besoin d'un quartier général décidant sans recours du jour de l'affrontement décisif, donc placé dans une situation de domination, de chef collectif suprême par rapport aux masses ; il est plus raisonnablement besoin d'un parti comme instrument de collectivisation et de synthèse des expériences, de coordination et d'aide aux différents foyers de lutte : donc un pouvoir collectif "à hauteur d'homme" ; enfin, la conséquence politique de ce processus ne doit plus être l'instauration d'un Etat concentrant dans ses mains des moyens accrus de contrainte, mais bien l'instauration d'un Etat qui, selon la formule de Marx, "ne soit plus tout à fait un Etat" ; c'est à dire d'un système politique où la majorité des pouvoirs ne soit plus dévolue à une minorité, même "révolutionnaire", mais à la majorité de la population ; où il y ait donc de moins en moins de "pouvoirs spéciaux" exercés par l'Etat, et de plus en plus de "pouvoirs généraux", exercés directement par le peuple. En effet, la chute du pouvoir d'Etat des anciennes classes exploiteuses est le résultat non plus d'une action brusque, mais d'une accumulation non pacifique de pouvoirs dans les mains de l'ensemble de la population.

Conquête du pouvoir d'Etat central, insurrection, rôle de l'exemple et fonction dominante du parti, accroissement des pouvoirs de l'Etat : voilà une première série logique. Conquête des pouvoirs populaires, guérilla prolongée d'autodéfense de ces pouvoirs, simple fonction de synthèse du parti, extinction rapide de l'Etat démocratique nouveau : voilà une autre série logique, une autre théorie de la révolution. Ceux qui vivent dans la superstition de l'Etat, dans l'administration de la machine bureaucratique et militaire, se satisfèrent sans aucun doute de la première théorie, éventuellement en remplaçant l'élément "insurrection" de la série par l'élément "élections" : et selon le cas, ils se rangeront dans la mouvance du programme commun ou dans celle d'un groupuscule gauchiste autoritaire. Mais ils ne pourront en tout cas pas aisément taxer la seconde théorie d'"anarchisme" ou de "révolutionnarisme petit-bourgeois", véritables oubliettes dans lesquelles la prétendue science a coutume de précipiter les prétendues utopies : car

c'est bien cette théorie-là qui est fidèle à "l'âme vivante du marxisme", même si elle n'est pas fidèle, qui s'en plaindrait, à nombre de ses avatars historiques.

On a déjà indiqué rapidement le rapport qu'elle entretenait avec la théorie et la pratique maoïstes du pouvoir rouge et des régions libérées. Mais c'est aussi la seule théorie révolutionnaire qui donne, en France, un sens à l'idée de Marx selon laquelle l'histoire n'avait vu que des révolutions de minorité, alors que la révolution dirigée par la classe ouvrière serait celle de la majorité. "Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société", dira Engels, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent avec leur corps et avec leur vie" : faute de quoi, "à un coup de main", selon l'expression de Marx, "répondra un coup de tête : aussi vite perdu que gagné", et que ce coup de main se fasse sur le mode électoral ou sur le mode insurrectionnel ne change au fond pas grand-chose, car dans les deux cas il n'y a pas de transformation complète de l'organisation de la société. Ce que l'histoire a apporté au jugement de Marx, c'est que la révolution qu'on avait gagnée par un coup de main pouvait être perdue, non seulement par un "coup de tête" en réaction des classes ennemies, mais aussi par la concentration extra-ordinaire de pouvoirs dans les mains d'une minorité agissant "au nom du peuple", conséquence inéluctable des coups de main révolutionnaires.

##### 6. Insurrection ou lutte prolongée : Révolution autoritaire ou démocratique ?

Pour le résumer en deux phrases, nous croyons donc que la lutte pour une démocratie nouvelle verra se développer une lutte armée relativement prolongée - on ne peut en dire plus - et disséminée sur tout le territoire français, échappant donc à l'attraction obligatoire des centres politico-militaires traditionnels - "le Paris des révolutions" - ; de même que Lip échappe à l'attraction de Paris. Et nous le croyons parce que cette hypothèse stratégique est inscrite dans le caractère démocratique de la révolution en France, qui tient en quatre refus : pas de dictature de Paris sur le reste de la France ; pas de dictature d'une classe populaire sur une autre classe populaire ; pas de dictature d'un parti sur le mouvement populaire ; pas de révolution pour reconstruire un Etat encore plus centralisé et contraignant que celui qu'on a abattu. Inversement, nous ne pensons pas que la théorie politico-militaire de l'insurrection soit intégrable à la révolution qui commence dans notre

pays, parce qu'elle repose sur toute une série de réductions, qui sont autant d'éléments de contrainte sur les masses, et, par voie de conséquence, d'incertitude quant au succès final.

Première réduction : le théâtre de l'insurrection, c'est la capitale ; l'insurrection, destinée à s'emparer des centres nerveux de l'ennemi, doit donc l'attaquer sur son terrain ; cela signifie que le pays est réduit à la capitale, la France à Paris : les restes "doivent suivre" ; Paris contraint la France, et comme bien souvent la France ne se laisse pas entraîner par l'exemple, Paris est écrasé : de la contrainte naît l'incertitude.

Deuxième réduction : l'insurrection ayant pour cadre la grande ville, c'est le prolétariat qui y est, quasiment seul, engagé ; le prolétariat de la capitale doit mettre le reste du peuple - et en particulier les campagnes - devant le fait accompli : autre contrainte, autre incertitude.

Troisième réduction : l'insurrection, coup de force militaire contre les centres névralgiques de l'ennemi, doit exploiter au maximum l'effet de surprise, la rapidité ; pour cela, les théoriciens de l'insurrection s'accordent à penser qu'elle doit être dirigée, organisée par le parti ; mais on tombe alors dans ce dilemme : quand l'insurrection est spontanée, il y a, par définition, les masses, mais alors la conduite des opérations militaires est incertaine, hésitante et l'insurrection est vaincue ; quand l'insurrection est préparée, organisée, décidée par le parti, le plan militaire est, par définition, mieux concerté, mais bien souvent les masses ouvrières de la capitale ne suivent pas : le parti les a mis devant le fait accompli, autre contrainte, autre incertitude.

Quatrième réduction : ce n'est même pas le parti dans son ensemble qui est l'élément décisif dans l'insurrection, c'est l'"avant-garde armée" forgée par le parti ; c'est elle qui, le jour J venu, doit ouvrir les hostilités, c'est donc d'elle que tout dépend : il faut qu'elle marche, et qu'elle tienne suffisamment longtemps pour que les masses suivent, il faut ensuite qu'elle "encadre" correctement les masses. L'avant-garde armée est la pièce décisive de toute la mécanique insurrectionnelle : c'est elle qui doit représenter l'élément d'organisation et de centralisation indispensable, dans un combat de ce genre, pour faire face à l'organisation et à la centralisation ennemies : autant dire que sa tâche n'est pas simple ; d'autre part, c'est le seul élément de la mécanique insurrectionnelle qui échappe à peu près au hasard. C'est pourquoi la construction de l'avant-garde armée est la grande affaire de tout parti attaché à la logique insurrectionnelle.

Cinquième réduction : l'avant-garde armée peut être aussi héroïque, aussi bien équipée qu'on veut - et on en a vu des exemples -, si l'état-major insurrectionnel n'est pas à la hauteur, est hésitant ou bien au contraire trop impatient, elle restera à la maison ou sera engagée au mauvais moment et écrasée : c'est le "choix du moment", problème tellement enveloppé de mystère que les plus grands stratèges s'y cassent la gueule, mais pas eux seuls, malheureusement.

Ainsi, la théorie de l'insurrection repose sur un enchaînement de réductions, où le pays est réduit à la capitale, le peuple au prolétariat, le prolétariat au parti, le parti à l'avant-garde armée et en fin de compte à l'état-major insurrectionnel. Elle produit donc, à défaut d'autre chose, une pyramide d'autorités, autorité de l'état-major sur l'avant-garde armée, de l'avant-garde armée sur les masses ouvrière de la capitale, du prolétariat sur le reste du peuple et de la capitale sur le reste du pays. Une insurrection réussie, c'est l'emboîtement miraculeux et sans heurts de toutes ces autorités concentriques : l'état-major décide, l'avant-garde ouvre le combat, les masses de la capitale suivent, le reste du pays emboîte le pas. C'est pourquoi l'histoire des insurrections est l'histoire d'échecs successifs, et la théorie de l'insurrection se limite à l'énoncé sempiternel "il aurait fallu" faire telle ou telle chose (meux choisir le moment, attaquer la poste centrale et non la caserne des pompiers, etc.). C'est pourquoi, si la lutte prolongée d'autodéfense des pouvoirs populaires est la figure militaire de la révolution démocratique, de la révolution des majorités, l'insurrection dirigée contre le pouvoir central est la figure militaire de la révolution autoritaire, de la révolution des minorités (2).

## 2. LES GRANDES LIGNES D'UNE HISTOIRE AUTOCRITIQUE

Pourquoi cet exposé théorique un peu long ? Parce qu'il est absolument nécessaire de clarifier un peu nos idées stratégiques pour faire le bilan critique de notre travail, et pour redéfinir une orientation - chose dont tout le monde sent la nécessité.

Disons-le nettement : à notre avis, nous faisons fausse route ; par là, il ne s'agit absolument pas de condamner les initiatives qui ont été prises, ni l'expérience qui a été acquise ; mais il s'agit de critiquer le point de vue fondamental qui dirigeait en fait notre travail. Ce point de vue fondamental, c'était : pour s'opposer au fascisme, il faut construire une organisation militaire solide, centralisée,

uniformisée ; ce point de vue n'est rien d'autre que la théorie de l'avant-garde armée ; à quoi s'oppose-t-il ? A une libre fédération de groupes de volontaires présentant chacun des caractères politiques, militants, organisationnels différents.

Pour illustrer cette opposition, posons la question : lorsque quelque part en France des gens en viennent à s'opposer par la contre-violence aux agressions de la police ou d'hommes de main payés par une direction patronale, que vaut-il mieux faire ? Essayer d'en recruter 2 ou 3 ou 4, de toutes façons une minorité, tenter de les organiser selon le modèle strict qui était le nôtre, donc de les couler, un peu de force, dans le moule d'une "organisation nationale" ? Ou bien aller voir la majorité de ceux qui ont été actifs, discuter avec eux, les aider par tous les moyens, y compris par des conseils, conserver des rapports réguliers avec eux en leur laissant le soin de s'organiser eux-mêmes de la manière qui leur paraîtra la plus appropriée ? La réponse dépend de l'hypothèse stratégique fondamentale : si l'on veut prendre le pouvoir d'Etat central par un coup de force, ce qu'il faut c'est incontestablement une petite armée, fonctionnant avec l'uniformité, la discipline, la centralisation de commandement d'une armée régulière : il faut une "avant-garde armée". Si par contre on veut aider les pouvoirs populaires à se protéger, au rythme et dans les lieux imprévisibles où ils se créeront, il faut favoriser la création, non d'une organisation militaire centralisée, mais d'un vaste réseau de groupes d'autodéfense dans tout le pays.

L'avant-garde armée, comme nous l'avons montré précédemment, est indissolublement liée à la théorie autoritaire, minoritaire, centralisée, de la révolution, dont elle est la pièce principale. Or, considérons les deux principales étapes de notre pensée et de notre pratique militaires, marquées, pour résumer, l'une par l'arrestation de Nogrette, l'autre par l'action de repraisilles contre le directeur de Peugeot à Saint-Etienne : deux actions dont, par ailleurs, nous ne remettons en cause ni la portée subversive ni la valeur expérimentale.

### 1. L'organisation militaire comme un ordre religieux

L'arrestation de Nogrette marque l'aboutissement d'une théorie intégralement avant-gardiste de l'organisation militaire anti-fasciste. En effet :

1. L'organisation est étrangère physiquement au lieu d'affrontement : comme cela n'a d'ailleurs pas été caché à l'époque, rien ne reliait l'organisation à Renault, si ce n'est une certaine

communauté de sentiments avec l'extrême-gauche de l'usine ; il s'agit donc d'un petit groupe jouissant d'une "délégation de pouvoirs" qui n'est même pas directe, qui est donc assez mystérieuse, reposant entièrement dans la capacité d'analyse de quelques militants, et peut donc à tout instant se transformer en usurpation de pouvoirs.

2. Par la logique même de son action, cette organisation est composée de professionnels ; cette professionnalisation instaure une différence radicale de pouvoir entre les "militants" (les professionnels) et les gens des masses qui aident, les "amis" (même si, dans le rapport militant/amis, il n'est jamais passé de signification soumissionnement ou ouvertement péjorative, à la différence par exemple du couple célèbre "masses/démocrates"...).

3. L'organisation est aussi, nécessairement, liée par un ensemble extraordinairement contraignant de règles de discipline, parmi lesquelles la clandestinité absolue n'est pas la moindre, et qui est destiné à transformer une extrême faiblesse réelle en une force relative ; c'est une "économie de guerre" qui la coupe de toute possibilité sensible d'élargissement, non seulement en direction des masses, mais même en direction des militants : c'est tout dire...

Bref, ce genre d'organisation présente beaucoup d'analogies avec un ordre religieux, qui se veut, comme chacun sait, l'avant-garde spirituelle : munie comme lui de délégations de pouvoirs mystérieuses par le reste de l'humanité, étrangère aux souffrances réelles du monde mais parlant en son nom, corsetée par un ensemble de règles qui l'excluent du monde normal et lui recomposent une force artificielle. La logique politico-militaire qui sous-tend une telle construction est typiquement avant-gardiste, elle revient, en gros, à remettre à une petite élite exemplaire la responsabilité de la lutte anti-fasciste.

### 2. Une réforme, pas une révolution

A partir de Nogrette, cette pensée évolue ; grosso modo, le moteur de cette évolution c'est la contradiction entre les responsabilités très larges assumées devant les masses et la base incroyablement étriquée qui les assume : à une poignée, on fait discuter la France, on suscite un mouvement dont l'ampleur nous dépasse tellement qu'il nous remet complètement en cause ; "l'avant-garde", parce qu'elle a pu faire beaucoup, prend conscience qu'elle n'est elle-même rien. Elle va donc s'élargir, mais sans remettre en cause véritablement sa position, sa prétention à être le centre du mouvement pour l'autodéfense en France : c'est la création de groupes de base.

Ces groupes de base représentent incontestablement un progrès : ils ont une unité réelle, sur la base soit d'une usine soit d'une zone politique ; pour la plupart de leurs membres, il existe un meilleur rapport entre la vie sociale, la vie politique sur la base de cette vie sociale, et le travail proprement militaire. Cependant, les traits fondamentaux du modèle de l'organisation d'avant-garde demeurent. En particulier, le modèle unique de l'organisation, ses règlements, ses statuts, sont imposés par le centre de l'organisation à l'ensemble des groupes de base ; tout ce qui veut appartenir à l'organisation doit se laisser couler dans un moule unique, fabriqué centralement, doit donc abdiquer une large part de sa liberté dans les mains d'un centre ; la figure concrète de cette abdication, de cette "haute surveillance" dans laquelle le centre place les groupes de base, c'est le militant professionnel, éduqué dans le strict respect des règlements et statuts, qui est devenu minoritaire, mais dont la présence est cependant jugée indispensable à la construction tant matérielle qu'intellectuelle et morale du groupe de base : c'est "l'éducateur".

Toute théorie de l'avant-garde est une théorie de la minorité consciente : elle postule que mieux vaut une minorité consciente et organisée qu'une majorité diverse et moins organisée. C'est pourquoi on dit que la théorie de l'avant-garde est une théorie-reflet de la théorie politique et militaire des classes exploiteuses, donc une théorie prisonnière ; "l'avant-garde politique", placée au-dessus des masses et se donnant des pouvoirs sur elles, est un reflet de l'Etat, "l'avant-garde militaire" et la théorie insurrectionnelle sont un reflet des corps spéciaux armés et de la théorie du coup d'Etat ; la théorie de l'avant-garde, c'est la révolution prisonnière de la contre-révolution, cherchant à surpasser la contre-révolution là où celle-ci est définitivement maîtresse du jeu, c'est à dire sur le terrain des minorités organisées, et délaissant le lieu de sa force réelle, c'est à dire le terrain de la majorité.

Or le choix qui est fait pour la construction des groupes de base est de cet ordre-là : mieux vaut une minorité consciente et organisée qu'une majorité diverse et moins organisée. Ce choix se manifeste nettement dans une exclusion et une hiérarchie ; l'exclusion est celle qui s'opère par le biais des règlements et statuts : seuls font partie de l'organisation anti-fasciste ceux qui les acceptent, les autres peuvent être des "amis", rien de plus ; il s'agit donc du choix d'une minorité consciente. La hiérarchie est celle qui s'opère entre militants professionnels et non professionnels : les uns et les autres ont en théorie des droits égaux, mais en réalité ce sont

les professionnels qui disposent du maximum de pouvoirs, vu qu'ils sont "les plus organisés". On a donc en fin de compte un système hiérarchique qui sépare les professionnels, les militants des amis ; ce système permet en effet une organisation assez unifiée, une centralisation de commandement ; mais il constitue l'organisation anti-fasciste en minorité.

### 3. La mort de l'avant-garde

En réalité, le véritable mérite des groupes de base fut le suivant : dans la conception initiale, il s'agissait d'un élargissement qui ne touchait pas aux structures avant-gardistes ; dans la réalité, cet élargissement a amené une crise du système et de la pensée avant-gardistes. Les militants non-professionnels ont contesté le rôle des professionnels qui leur étaient accolés, et ceux-ci ont eux-mêmes remis leurs fonctions en question : la hiérarchie interne non-écrite a donc été bousculée. D'autre part, les militants des groupes de base ont également remis en question la séparation entre les anti-fascistes qui acceptaient les statuts et règlements de l'organisation, et acquéraient de ce fait la dignité d'"organisés", et ceux qui n'y étaient pas disposés, et dont de ce fait nous séparions : l'exclusion des "non-organisés" a donc également été contestée. Ainsi les groupes de base ont été le facteur qui, de l'intérieur, a fait éclater la contradiction entre un élargissement réel, digne de ce nom, c'est à dire à la mesure des préparatifs de l'ennemi, et la pensée et les structures avant-gardistes.

Le facteur qui, de l'extérieur, a fait éclater cette contradiction, c'est Lip (pour résumer, car il y a eu d'autres faits, mais moins marquants). Lip inflige une réflexion assez salutaire à tous les candidats à l'avant-garde ; et, sur le plan militaire, comment ne pas être ramenés à la raison par le fait que des ouvriers anonymes, qui n'avaient en aucune façon reçu "l'éducation", encore moins le moule organisationnel d'un prétendu "centre" national, ont été capables de réaliser l'une des actions les plus spectaculaires, et certainement la plus efficace, de ces dernières années : l'enlèvement de stocks ?

La concurrence tue l'avant-garde : par définition il ne peut y en avoir plusieurs ; à plus forte raison si la "concurrence" vient de gens qui se situent délibérément hors de cette pensée : les Lip ne revendiquent pas la place d'avant-garde, mais invitent les gens à faire comme eux. En fin de compte, et sans que cela ait été le moins du monde dans leurs préoccupations, les Lip ont sorti la pensée militaire de l'ornière avant-gardiste : d'abord en ramenant la théorie de

la révolution démocratique, décentralisée, de la révolution des bases, au double sens de révolution d'en bas, et de révolution par les bases de pouvoir populaire ; ensuite en démontrant par les faits que n'importe quel groupe défendant un pouvoir populaire pouvait devenir une "avant-garde" militaire provisoire, et que donc il n'en existait et ne devait en exister aucune (3).

### 3. PROPOSITIONS CONCERNANT L'ORIENTATION ET L'ORGANISATION

A ce point, il est possible de faire des propositions pour l'avenir, se basant sur l'hypothèse stratégique qu'on a donné dans la première partie, et sur les éléments d'histoire autocritique qui en sont déduits dans la seconde.

Ces propositions, n'étant que des propositions, ne forment pas encore un tout cohérent : on les donnera donc sous forme de thèses détachées.

Thèse 1. : l'hypothèse stratégique est celle d'une guerre prolongée d'autodéfense des pouvoirs populaires. Il ne peut donc être question de construire une organisation militaire adaptée à l'hypothèse de la prise du pouvoir d'Etat central par une insurrection : il faut savoir sur quel pied on danse. Il n'est donc pas besoin d'un appareil uniformisé, disposant d'une stricte unité de commandement, et suppléant à son infériorité numérique par une excellente organisation ; pas de corps d'élite pour un blitzkrieg révolutionnaire. Par contre, il y a un besoin impérieux d'une fédération libre de groupes d'autodéfense, chacun ayant son autonomie dans tous les domaines, et n'ayant d'autre obligation que celle de l'entraide mutuelle.

Les conséquences de cette thèse sont les suivantes : par "groupe d'autodéfense", on n'entend pas un groupe formé artificiellement par la volonté d'une organisation politique, mais des rassemblements de volontaires ayant en commun quelque chose à défendre. La tâche des membres de la fédération n'est pas d'imposer un modèle d'organisation ou une expérience ; elle est de tisser un lien avec les groupes qui se créent naturellement en tel ou tel point du pays, de leur faire connaître l'expérience accumulée ailleurs, en les laissant libres d'en tirer ce qu'ils veulent. Chaque groupe est entièrement libre de s'organiser comme il l'entend, il est également libre d'agir comme il l'entend - ce qui n'exclut pas que des discussions aient lieu, mais ce qui exclut qu'une décision soit imposée d'ailleurs. La notion de fédération contient la circulation des expériences, la discussion politique et l'entraide, en cela elle s'oppose à l'éclatement intégral ; elle exclut le centralisme

autoritaire, en ce qu'elle s'oppose à l'idée traditionnelle d'organisation.

Thèse 2. : les "statuts" d'une telle fédération, par conséquent, devraient se limiter à une ou deux thèses politiques qui forment l'accord fondamental de tous ses membres (la défense des pouvoirs populaires, l'opposition irréductible au fascisme), et à un ou deux principes de morale commanditaire, qui créent un pacte entre tous les membres de la collectivité (le secret, les cotisations, l'entraide).

Thèse 3. : la fédération, réunissant librement sur des bases politiques et morales simples des groupes indépendants, ne pourra être "doublée" intérieurement par aucune organisation politique.

Chacun pourra s'il le désire, et dans les limites qu'imposera la sécurité, appartenir par ailleurs à une organisation politique ; mais il ne peut exister à l'intérieur des groupes une structure de pouvoir occulte échappant au contrôle de l'ensemble. Sans cette troisième thèse, les deux premières n'ont plus aucun sens.

Thèse 4. : "Préparer l'étape suivante dans l'étape qui précède" ne signifie pas : faire en petit ce qu'on fera plus tard en grand ; cela signifie : faire quelque chose de différent de ce que l'on fera plus tard, mais qui prépare cet avenir ; préparer la lutte armée ne signifie pas la commencer en petit ; de même, s'il est certain que le développement de la lutte armée d'autodéfense contraindra nombre de gens à se protéger dans une clandestinité totale, il ne s'ensuit pas qu'il faille à l'heure actuelle encourager la création de groupes totalement clandestins. Au contraire, meilleur sera l'équilibre, pour chaque membre d'un groupe, entre la participation aux mouvements ou initiatives de masse, et les activités militaires secrètes, et meilleurs seront les possibilités de développer la fédération des groupes d'autodéfense, donc en fin de compte la base pour les groupes totalement clandestins qui seront nécessaires dans l'avenir.

Il y a deux choses qui sont différentes : la position de celui qui est tout à fait clandestin, c'est à dire qui n'a en règle générale pas de travail, qui n'apparaît pas dans les manifestations publiques, dont tous les aspects de la vie sont enveloppés par le secret : celui-là est "dans le maquis", il devient "un étranger dans son propre pays" ; cette position deviendra certainement, dans un avenir plus ou moins proche, la règle pour beaucoup, c'est la dureté de la lutte qui le voudra ainsi. Mais elle ne doit, à l'heure actuelle, être qu'une exception ; ce qui doit être la règle aujourd'hui, c'est la "double vie" : un visage public, un métier, une participation aux mouvements de masse ; et un visage secret, la participation à un groupe

d'autodéfense et aux actions de ce groupe.

Cette "double vie" est indispensable à la fois pour assurer, par l'intermédiaire de chacun de ses membres, un rapport étroit entre la fédération et les autres composantes du mouvement pour la démocratie directe, et pour éviter que l'organisation devienne une providence bureaucratique, chargée de procurer une vie artificielle à ceux qu'elle abstrait de la vie réelle.

Cette "double vie" comporte des risques, peut nuire au secret : en effet, mais il n'y a aucun mouvement, aucun progrès qui ne contienne des risques. La seule organisation militaire qui soit à peu près totalement assurée du secret, c'est un individu seul complotant dans sa chambre.

Thèse 5. : le statut de militant professionnel sera aboli (4).

Ce point est une conséquence nécessaire du précédent. Il est en outre le seul moyen radical de lutter contre la division entre le travail intellectuel et le travail d'exécution dans nos rangs, la reconstitution permanente d'une hiérarchie de pouvoirs et de savoir qui éloigne sans arrêt une "base" et un "sommet".

Thèse 6. : d'une manière générale, il faut tendre à une destruction de tout ce qu'il y a de bureaucratique, d'anti-naturel dans l'organisation. Les organisations sont les Etats de ceux qui contestent l'Etat, elles deviennent des corps parasites qui étouffent la vie réelle, créent des dépendances, des contraintes et en fin de compte des besoins étatiques d'organisation, selon la formule : que le maximum de pouvoirs appartienne à la collectivité, le minimum à des délégations de cette collectivité.

Par exemple : que la plupart des fonctions techniques indispensables soit répandue, par voie d'instruction, dans les mains de l'ensemble des groupes, et non concentrée dans un groupe spécial.

Par exemple encore : que les réunions obligatoires et régulières, véritables messes laïques dont le pouvoir appartient aux seuls "responsables", soient supprimées ; qu'à la place, n'importe quel militant ait le pouvoir de convoquer une réunion, et sur le sujet qui l'intéresse.

Pour lutter contre la menace perpétuelle de l'invasion bureaucratique, il faut que chaque groupe, et la fédération dans son ensemble, soit une "association des égaux".

Thèse 7. : la "direction" d'une telle fédération ne pourra être assurée que par un conseil formé de délégués élus par chaque groupe réel.

Thèse 8. : ce conseil ne devra avoir que des pouvoirs limités : essentiellement la circulation des expériences et des idées par voie de texte.

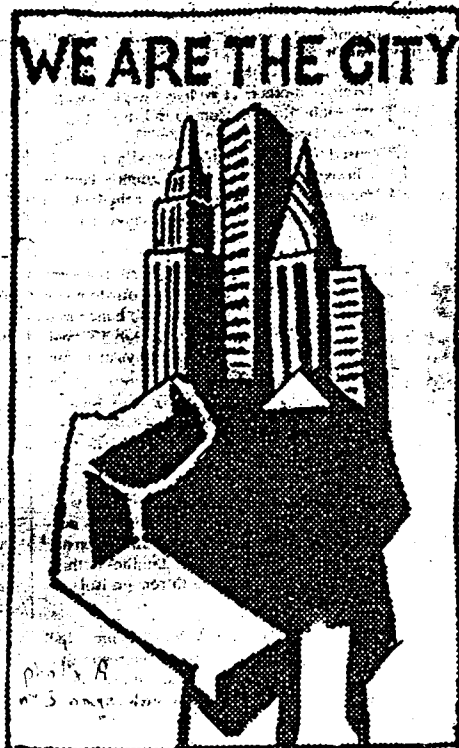
l'organisation de l'entraide.

L'objectif de la Révolution, c'est de construire un Etat "qui ne soit plus tout à fait un Etat" : qui ne soit pas la symétrique de l'Etat des minorités exploiteuses ; pour y parvenir, il faut créer des pouvoirs populaires, qui ne sont pas les symétriques des pouvoirs bourgeois, et les défendre en menant une guerre qui elle non plus ne soit pas la copie inversée de la guerre des minorités privilégiées pour conquérir ou défendre leur pouvoir ; il faut donc enfin des organisations, c'est à dire des liens créant des forces collectives, qui ne soient pas le reflet des organisations des classes exploiteuses.

Nous faisons des propositions (5), à tous ceux que cela intéresse, pour créer un pouvoir militaire, un pouvoir d'autodéfense populaire, qui ne soit pas le reflet symétrique et prisonnier du pouvoir militaire de l'ennemi, qui ne tire pas sa force de sa concentration et de son organisation, mais de sa dispersion et de son nombre, du fait qu'il est l'expression de la majorité. "Transformer notre faiblesse en force" signifie fondamentalement : édifier notre force là où la pensée dominante, celle des classes exploiteuses, voit notre faiblesse.

Il n'existera pas, comme du côté de l'ennemi, de commandement centralisé tout-puissant ? Cette apparente faiblesse va être notre force : si nous n'avions qu'une tête, on nous la ferait toujours sauté ; nous devons avoir mille têtes, comme l'hydre, cet animal fabuleux que nul ne pouvait tuer. Il n'existera pas, comme du côté de l'ennemi, de dépendance stricte, de liaison solide entre les différents groupes ? Si nous étions tous dépendants les uns des autres comme les maillons d'une même chaîne, c'est bien connu qu'il suffit de faire sauter en un point pour que tout s'écroule. En fin de compte, à ceux que fascine irrésistiblement l'organisation de la puissance ennemie, il faut poser la question : les Vietnamiens, pour se défendre contre les Américains, devaient-ils construire des porte-avions ?

X.Y. - Décembre 1973.  
(paru dans "cahiers prolétariens", janvier 74.  
N°2)



Notes :

(1) : Même l'existence territoriale des régions libérées n'était que relative ; d'autre part, il fallait les abandonner lorsque la pression de l'encerclement se faisait trop forte : c'est par exemple, la Longue Marche, ou plutôt les Longues Marches. D'autre part, au cours même d'une contre-campagne d'encerclement, il fallait accepter que l'ennemi les envahissent en partie et vienne "casser la vaisselle" ; il fallait précisément lutter contre les conceptions qui tendaient à faire passer l'intégrité territoriale des bases rouges avant toute autre considération - par exemple, le salut de l'armée rouge-, et à réduire la fonction subversive du pouvoir populaire à l'étendue du territoire qu'il contrôlait.

(2) : Naturellement, ce qu'on critique ici, c'est la théorie qui, limitant les objectifs de la Révolution à la conquête du pouvoir central, réduit aussi la guerre des classes populaires à un combat décisif où tout se joue en quelques heures, sorte de match tragique et incertain dont l'Etat est l'enjeu.

Autre chose est de dire que l'insurrection, le soulèvement général de la population, peut et doit intervenir à la fin du processus révolutionnaire, c'est à dire lorsque les bases du pouvoir populaires se sont multipliées et ont vidé le pouvoir central de toute légitimité, lorsque les actions de défense de ces pouvoirs ont constitué une force militaire populaire et épuisé les troupes de la contre-révolution, lorsque donc l'isolement politique et la dégradation militaire du pouvoir central sont arrivés à un point extrême : l'insurrection n'est plus, dans cette perspective, que l'acte ultime, non l'acte unique de prise du pouvoir.

(3) : Il ne faut pas confondre deux choses : une pratique d'avant-garde et une organisation constituée en avant-garde ; elles se confondent si peu dans la réalité que généralement, là où il y a "organisation d'avant-garde" il y a pratique d'arrière-garde, et là où il y a action d'avant-garde, il n'y a souvent pas d'organisation du tout.

La pratique d'autodéfense militaire est objectivement une pratique d'avant-garde, dans le sens où elle est la conséquence la plus rigoureuse de la défense d'un pouvoir populaire, sa logique la plus avancée ; actuellement, en France, les actions d'autodéfense sont d'avant-garde dans la mesure aussi où elles éclairent pour tous la voie à suivre. La reconnaissance de ce fait, et du fait donc que les groupes d'autodéfense sont aujourd'hui la pointe avancée du mouvement

populaire, ne signifie pas pour autant qu'il faille édifier une organisation constituée en avant-garde : c'est à dire un détachement minoritaire, doté d'une conscience "unifiée" et d'une organisation centralisée pour structurer autoritairement la conscience des "inorganisés" : les masses.

(4) : Sauf évidemment pour ceux qui sont recherchés et dont on estime qu'ils ne peuvent faire autrement que "prendre le maquis".

(5) : Et ces propositions n'ont rien de rigide : elles ne sont indiscutables ni pour le présent, ni à plus forte raison pour l'avenir, qui viendra modifier des données et obligera à renouveler la réflexion. A partir de quelques points théoriques fondamentaux, voilà quelle est notre opinion concernant l'organisation d'un pouvoir d'autodéfense : il ne s'agit surtout pas de créer un nouveau dogme.

